

1918
RERER
saint-Antoine, Paris
ANTIOCH
ANCS
La première
des deux pro
le premier
TURES
Côte d'Azur
LES ROCHES
excursions
LE GRAND
port mer, Sidi
in. Ouvert tout
stol Majestic
Face mer, 20 m.
TERMINES
TOURNAI
12 fr. n. f. p.
NEGRESCO
era ouvert tout
O' CONNOR
toute l'année
FACE, moderne
Parc ensuiv
LAZUR, qui p
ers pendant l'été
era chaque sem
a liste officielle
auprès de la
ains.
La Montagne
INS (Hôtel)
ERN' HOTEL
e plus rapproché
le confort moderne
mai.
LS DU PARC
MAJESTIC
verts ainsi que
rent à leurs
confort.
Hôtel du Château
Séjour recom
La M
r mais, meub
rt, 3, pl. de
es français
Pavillon-Hôtel
t juin dans son
mod. avec des
guerre la
est fournie par
mander confort
es
ffrez
trite, Fibra
meurs, etc.
URAGE
comparable qu
reuses condit
d, un rem
d'écrite, étroit
est la
ésOURY
auriez-vous
s résultat, en
osspérer. Ver
SOURY
liger ce port
ents, Vari
ongestion, les
ements et
AGE, employ
qui vous
SOURY se trou
flacon, 4 fr. 50
s flacons, 17 fr.
adressé à la
à Rouen.
pour l'imp
able
SOURY
MONTIER
us gréti, 12
LAUVENON
s. — Volun

VOLENTE ATTAQUE LOCALE DES ALLEMANDS. — LE TRAITÉ DE BUCAREST

EXCELSIOR

Jeudi
9
MAI
1918

RÉDACTION & ADMINISTRATION
20, rue d'Enghien, 20 — PARIS (X^e)
Téléphone : Gutenberg 0273 - 0275 - 15.00
Adresse télégraphique : EXCEL-PARIS

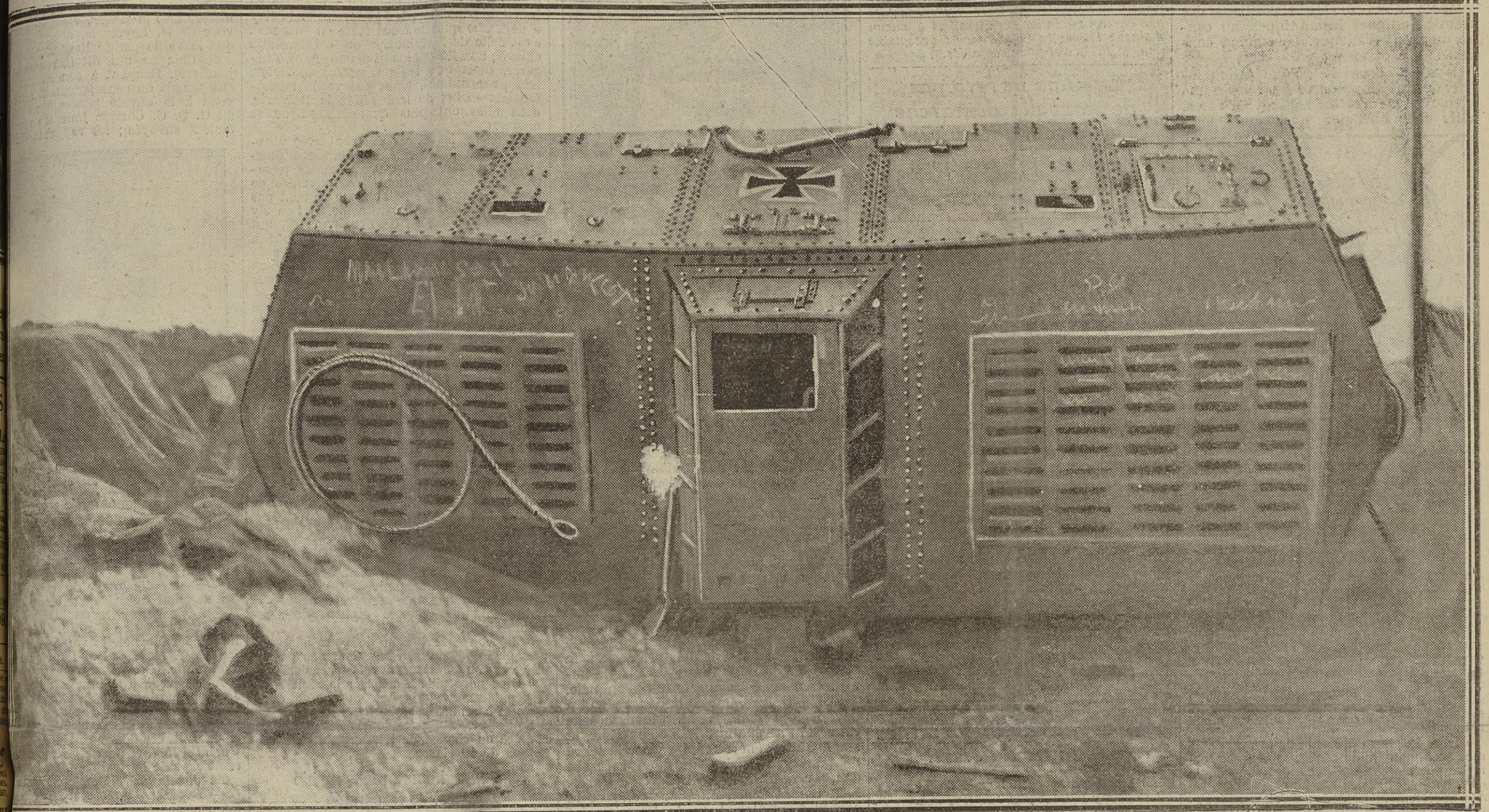
TARIF DES ABONNEMENTS:
France... 3 mois, 10 fr.; 6 mois, 18 fr.; 1 an, 35 fr.
Etranger... 3 mois, 20 fr.; 6 mois, 36 fr.; 1 an, 70 fr.

PUBLICITÉ : 11, B^o des Italiens. Tél. : Cent. 80-88
:: PIERRE LAFITTE, FONDATEUR ::

9^e Année. — N^o 2.732. — 10 centimes. — Étranger : 20 centimes. « Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport. » — NAPOLÉON

DEUX TANKS ALLEMANDS CAPTURÉS

Premières photos des chars d'assaut ennemis arrivées hier à Paris



TANK ALLEMAND CULBUTÉ DANS UNE CARRIÈRE, PRÈS DE VILLERS-BRETONNEUX. — ON VOIT ICI LE DESSUS ET LA TOURELLE



SOLDATS DU TIRAILLEURS MONTANT LA GARDE DEVANT UNE DES "CHENILLES" CAPTUREES PAR LEUR RÉGIMENT

Lors des combats qui furent livrés au cours des dernières journées d'avril autour de Villers-Bretonneux, il fut donné aux combattants d'assister, pour la première fois, à un duel de tanks. L'affaire fut chaude. Mais elle ne tarda pas à tourner au désavantage de l'ennemi. Ecrasées par le feu de notre artillerie lourde, heurtées de front par les chars d'assaut franco-britanniques, les monstrueuses "chenilles" allemandes furent désarmées. Ces deux-ci s'échouèrent dans une carrière où elles furent capturées par nos fantassins.

ENTRE LA CLYTTE ET VOORMEEZEELE VIGOUREUSE ATTAQUE LOCALE DES ALLEMANDS

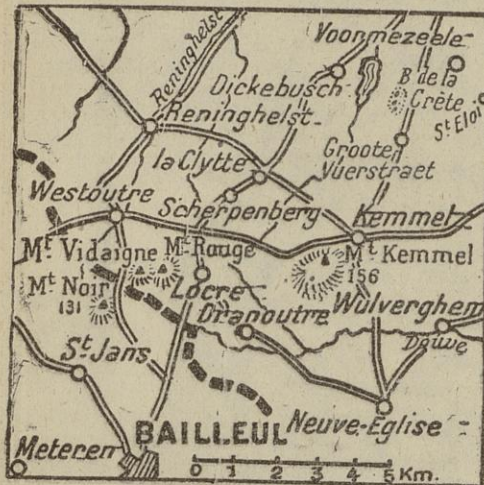
L'ennemi parvient au centre à pénétrer en certains points de la ligne franco-britannique: les combats continuent.

La lutte d'artillerie est redevenue très vive sur différents secteurs du front, notamment au sud de l'Avre, entre l'Avre et la Somme, et entre Meteren et Kemmel.

Dans la journée, les Allemands ont prononcé une attaque entre Kemmel et Voormezeele, dans la direction de l'étang de Dickebusch.

L'ennemi a pu pénétrer après de vifs combats dans quelques positions des premières lignes britanniques, au centre du front d'attaque. Le combat continue.

Ce n'est encore là qu'une action locale, destinée à préparer les voies à une offensive contre le saillant d'Ypres. Mais cette offensive elle-même, lorsqu'elle se prononcera, pourra fort bien n'avoir que le caractère d'une diversion, relativement à une opération plus importante qui emploierait la majeure partie des forces de l'adversaire. Nos mesures seront prises en conséquence.



qu'elle se prononcera, pourra fort bien n'avoir que le caractère d'une diversion, relativement à une opération plus importante qui emploierait la majeure partie des forces de l'adversaire. Nos mesures seront prises en conséquence.

LES TROUPES CONTINENTALES ANGLAISES VIENDRONT-ELLES EN FRANCE ?

LONDRES, 8 mai. — Le Daily Chronicle écrit :

« Nous pouvons dire que la décision d'envoyer en France un nombre considérable des troupes jusqu'ici en réserve pour la défense de la côte orientale de l'Angleterre est probablement à l'heure actuelle nécessaire, même en dehors de la protection navale. »

« Dans la phase présente de la guerre, la meilleure manière de rendre même une tentative d'invasion impossible est sans doute de retenir les armées allemandes en France si complètement occupées qu'elles ne puissent pas avoir de troupes disponibles pour une aventure périlleuse outre-mer. » (Havas.)

DECLARATIONS DE M. ORLANDO SUR L'UNITÉ DE FRONT

LONDRES, 8 mai. — Le correspondant du Morning Post sur le front italien a interviewé M. Orlando à son arrivée de France. Le président du Conseil lui a fait part de sa satisfaction d'avoir pu se rendre compte que les chefs militaires alliés ont l'assurance d'avoir arrêté la ruée allemande, et que l'och est maître de la partie.

« Avec les grands capitaines de l'histoire, il partage le don de puiser la force dans une situation difficile, et le danger développe ses facultés. »

M. Orlando a dit que les troupes italiennes en France s'y acclimataient rapidement et qu'elles étaient prêtes à entrer bientôt dans la lutte. Le président du Conseil a ajouté :

« L'Italie participe à l'intime union militaire et politique qui s'affirme toujours davantage entre les nations de l'Entente, devant l'aggravation de la menace ennemie. La conférence d'Abbeville a reconnu l'unité de front de la mer du Nord à l'Adriatique, unité qui est une véritable vérité concrète. »

Parlant de la possibilité d'une attaque autrichienne contre le front italien, dans le but de consolider le moral autrichien affaibli, M. Orlando a dit :

« Nos soldats attendent cette attaque avec calme et confiance. » (Havas.)

COMMUNIQUÉS FRANÇAIS

14 HEURES. — Grande activité des deux artilleries, au cours de la nuit, au nord et au sud de l'Avre.

Plusieurs coups de main tentés par l'ennemi à l'ouest de Montdidier, ainsi que dans les régions de Hangard, Thennes et Grivesnes ont échoué. Nous avons fait des prisonniers. Rien à signaler sur le reste du front.

23 HEURES. — Activité des deux artilleries au nord et au sud de l'Avre, sans action d'infanterie.

Journée calme sur le reste du front.

COMMUNIQUÉS BRITANNIQUES

13 HEURES. — Nous avons un peu avancé notre ligne en trois endroits à la suite d'opérations locales exécutées avec succès, la nuit dernière, entre la Somme et l'Ancre. Nous avons fait plusieurs prisonniers.

L'artillerie ennemie s'est montrée active, au cours de la nuit, entre Locon et Robeca et dans les environs de Saint-Julien.

Ce matin, de bonne heure, l'artillerie ennemie s'est montrée encore plus active dans le secteur Meteren-Kemmel.

21 H. 30. — Ce matin, entre la Clysse et Voormezeele, au cours d'une vigoureuse attaque locale contre les troupes françaises et britanniques, l'ennemi est parvenu, au centre de son attaque, à pénétrer, après de vifs combats, en certains points de notre première ligne.

Les combats continuent dans ces localités.

Partout ailleurs, les attaques ennemies ont été repoussées.

Pendant la nuit, à la suite d'une heureuse opération locale, les troupes françaises ont avancé leur ligne au sud de la Clysse. On a fait quelques prisonniers.

Sur le reste du front, rien à signaler.

IL N'Y A JAMAIS EU d'offre de paix acceptable pour les pays alliés

Telle est la conclusion de la commission des Affaires extérieures de la Chambre, qui prit connaissance du dossier d'Autriche.

On nous communique le procès-verbal suivant : La commission des Affaires extérieures s'est réunie hier, sous la présidence de M. Franklin-Bouillon.

Comme conclusion de son étude sur le dossier autrichien, elle a voté la motion suivante :

La commission des Affaires extérieures, après avoir examiné les documents et recueilli les témoignages relatifs aux conversations de paix engagées et poursuivies par l'Autriche-Hongrie en 1917-1918, constate que ces conversations n'ont offert à aucun moment l'occasion d'une paix acceptable pour la France et pour ses alliés.

Le pape ne fera pas de nouvelle démarche en faveur de la paix

ROME, 8 mai. — Le Vatican dément absolument les bruits qui ont couru sur la publication d'un nouveau document diplomatique du Pape au sujet de la paix.

Un sénateur américain propose d'annuler la dette de la France

WASHINGTON, 8 mai. — Le sénateur Kenyon a soumis à l'agrément du Sénat une proposition tendant à annuler la dette de guerre contractée par la France vis-à-vis des Etats-Unis et à supprimer tous paiements des intérêts de cette dette.

Cette proposition a été envoyée pour étude à la commission des finances.

Nungesser abat deux avions

Le lieutenant Nungesser, le champion aux dix-sept blessures, deux fois réformé et qui n'a jamais consenti à abandonner sa place au front, vient de remporter coup sur coup deux nouvelles victoires, et d'abattre ses 33^e et 34^e avions ennemis.

Nungesser, qui à la mort de Guynemer se trouvait en tête du palmarès de nos chasseurs, avait été immobilisé plusieurs mois par ses blessures. Le jeune sous-lieutenant l'ontk lui avait ravi dernièrement la première place parmi nos as, en remportant, en deux mois, mars et avril, dix victoires. Le vétéran, loin d'abdiquer, menace à nouveau son jeune rival. Souhaitons que sa poursuite longtemps cette émulation, dont les avions boches font les frais.

Le nouveau champ de mines de la mer du Nord

MILAN, 8 mai. — On mande de Londres au Corriere della Sera :

« La décision d'obstruer la route de la mer du Nord à l'Atlantique, à l'aide d'un barrage de mines sans précédent, prise il y a un an environ, à l'époque où lord Jellicoe était chef de l'Amirauté : ce qui peut expliquer la prédiction faite il y a deux mois par le même amiral Jellicoe, suivant laquelle, dans le courant du mois d'août au plus tard, la menace des sous-marins serait conjurée. »

« A l'exception des chefs suprêmes de l'Amirauté et du gouvernement, personne n'eut vent des longs travaux préliminaires nécessités par la préparation du matériel et l'établissement d'un champ de mines, bien que la fabrication des mines ait absorbé pendant bien des mois la production totale de nombreux établissements. »

« L'annonce de l'Amirauté a pris par surprise l'ennemi, lequel, comme on le sait, se préparait à intensifier plus que jamais dans les mois prochains l'activité des sous-marins dans l'Océan Atlantique. »

Le maire de Reims officier de la Légion d'honneur

Par décret en date du 8 mai, le D^r Langlet, maire de Reims, est nommé officier de la Légion d'honneur.

Sont nommés chevaliers : M. Simonet, directeur de l'Asile d'aliénés de Pailleur (Nord) ; le D^r Samson, conseiller municipal d'Hazebrouck ; le D^r Hoel, médecin des hôpitaux de Reims.

AUJOURD'HUI AUX COMMUNES GRAND DÉBAT

La lettre du général Maurice sera l'occasion d'un assaut

L'incident qui vient de surgir dans la politique anglaise est d'une gravité exceptionnelle, car il unit à la fois l'élément militaire et l'opposition parlementaire.

La lettre du général Maurice — dont on connaît les rapports avec sir William



LE GÉNÉRAL MAURICE

Robertson, qui a donné sa démission cet hiver pour protester contre le conseil de Versailles — a été publiée par quatre des plus grands journaux de Londres, et elle contient contre le gouvernement des accusations graves et qui appellent nécessairement, en premier lieu, des sanctions disciplinaires contre cet officier. En effet, sir Frederick Maurice ne reproche pas moins à M. Bonar Law que d'avoir fait au Parlement des déclarations inexactes sur la situation militaire.

C'est ici que l'acte très grave du général Maurice a pris un caractère politique. M. Asquith, chef du parti libéral, qui est pour près de moitié dans l'opposition, a demandé des explications au gouvernement de M. Lloyd George, qui s'est déclaré prêt à les fournir à deux arbitres choisis par M. Asquith lui-même. Mais M. Asquith n'a pas accepté cette procédure, et il doit proposer à la Chambre des Communes de voter la nomination d'une commission d'enquête.

C'est aujourd'hui que le débat viendra devant la Chambre. M. Lloyd George est résolu à répondre très complètement sur le sujet général soulevé par la lettre du général Maurice, mais en refusant d'entrer dans les questions de chiffres. S'en tenant à son offre première de la constitution d'un jury, le Premier demandera à la Chambre de rejeter la proposition d'enquête parlementaire de M. Asquith.

J. B.

LA DERNIÈRE JOURNÉE DE LA PREMIÈRE VENTE DEGAS

Elle a produit près de 1.700.000 francs

La dernière journée de cette première vente Degas a battu le record de la précédente. Le plus gros prix s'est élevé à 100.200 francs. Ce fut une lutte pathétique entre amateurs accentuant le crescendo avec une allégresse courageuse. « Nous avons acquis pour 10.000 ! » Ce chiffre paraît si modeste qu'il est immédiatement doublé, triplé. A 37.000, le commissaire-priseur prononce : « Personne ne couvre l'enchère ? » Et c'est un feu croisé de réponses. De 52, on passe à 64, 70, 75 et 80.000. A 94, 95 et 96.000, la salle entière se passionne, et l'ascension des chiffres se poursuit. A 100.000 il y a un brouhaha.



LE TABLEAU « EXERCICES DE DANSE » QUI FUT VENDU 100.200 FRANCS

et tous les cœurs se tendent : on regarde la toile de 73 centimètres sur 92 ; on écoute les deux derniers états de la surenchère, et l'on applaudit lorsque la chute du marteau consacre à 100.200 la vente de ces Exercices de danse : Au foyer. Les autres Danseuses au foyer, qui viennent ensuite, montent à 40.500. « Un peu plus vite, je vous prie, messieurs », prononce le commissaire-priseur, que presse la lente tombée du jour. Après cette toile, les acquéreurs, qui ont repris du souffle, repartent

LE TRAITÉ DE BUCAREST signé entre la Roumanie et les Empires centraux

Une question reste en suspens : l'attribution de la Dobroudja. Elle est un sujet de discorde pour la Quadruple.

Les Allemands publient le texte du traité de Bucarest, texte qui ne change rien à ce que nous savions de la paix imposée par l'Allemagne à la Roumanie. De ce document considérable, il ressort avec évidence que l'Allemagne veut traiter l'Etat roumain comme un Etat vassal qu'elle exploitera économiquement au même titre qu'une colonie.

La paix avec la Roumanie est donc conclue — jusqu'à la révision qu'entraînera inévitablement la paix générale. Mais il y a déjà une question qui reste en suspens : c'est celle de l'attribution de la Dobroudja enlevée aux Roumains et promise aux Bulgares, mais que les puissances centrales, très prudemment, n'ont pas voulu remettre aux mains de leur alliée la Bulgarie, dont elles ont plus d'une raison de se méfier.

En outre, les Turcs s'élèvent avec vivacité contre l'idée que les Bulgares puissent s'agrandir sans qu'eux-mêmes reçoivent une compensation. Les souvenirs de la première guerre balkanique ne sont pas encore oubliés à Constantinople, et l'on s'y méfie des ambitions de Ferdinand I^{er}, qui rêvait en 1912 de se faire couronner à Sainte-Sophie. La Turquie exige donc la restitution du chemin de fer de la Maritza cédé aux Bulgares en 1915 pour payer leur entrée dans la guerre.

La Bulgarie, sachant que l'Allemagne soutient les demandes turques, serait prête à s'incliner, mais elle exige une contrepartie : l'Albanie méridionale, par exemple, ou même Salonique. Et, à son tour, elle requiert une garantie : celle que les Turcs ne puissent élever aucune prétention si elle s'agrandit encore.

M. de Kühlmann, qui penche pour favoriser la Turquie, est dans une position assez difficile au milieu de cette discussion de ses alliés, qui a pris une tournure assez désagréable. Il sera difficile à l'Allemagne de mettre d'accord ces défiances mutuelles et ces appétits.

Le kaiser exprime sa satisfaction

BALE, 8 mai. — On annonce de Berlin que le chancelier Hertling a informé officiellement le kaiser de la conclusion définitive de la paix avec la Roumanie.

Dans sa réponse le kaiser, après avoir rendu hommage à ses diplomates, s'exprime ainsi :

« J'éprouve le besoin de vous adresser mes plus chaleureux remerciements à vous et à vos collaborateurs à cette occasion. »

« Dieu nous aidera à briser la résistance des puissances qui sont en guerre avec nous et à rendre la paix victorieuse. »

Le kaiser, à la suite de ce télégramme, a conféré au chancelier Hertling, la croix de 1^{re} classe.

M. Marghiloman télégraphie au roi de Roumanie

BALE, 8 mai. — On apprend de Bucarest que M. Marghiloman a annoncé, par télégramme, la signature de la paix au roi Ferdinand de Roumanie.

Le président du Conseil roumain déclare : « Le traité a subi dans les dernières négociations quelques modifications favorables à la Roumanie, et il porte le nom de Paix de Bucarest. »

Le ministre du Portugal à Paris rappelé à Lisbonne

LISBONNE, 8 mai. — M. Bettencourt-Rodrigues, ministre du Portugal à Paris, vient d'être appelé télégraphiquement.

LA JOURNÉE DES TÉMOINS A DÉCHIFFRER LE "BONNET ROUGE" EN CONSEIL DE GUERRE

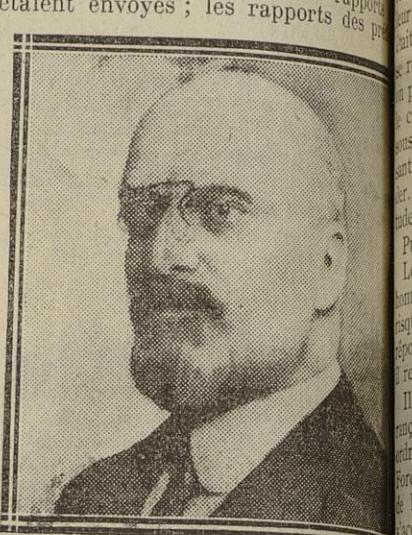
L'hôtelière suisse a refusé de rendre à Paris; mais elle a déclaré que le reçu de Duval devait être falsifié.

L'audition des témoins à décharge eut lieu, vraisemblablement, plus tôt que prévue, celle de domine Nombroux, hier, ils se succédèrent à la barre.

C'est d'abord M. Guernut, de la section des Droits de l'Homme. Il s'attacha à montrer que les documents Mathieu-Séailles ne pouvaient et n'ont pu être aux Allemands.

Puis M. Chiappe, chef de bureau au ministère de l'Intérieur, vient déposer au nom de M. Leymarie, si gravement malade, la veille par le lieutenant Bruyand, mais que les puissances centrales, très prudemment, n'ont pas voulu remettre aux mains de leur alliée la Bulgarie, dont elles ont plus d'une raison de se méfier.

En outre, les Turcs s'élèvent avec vivacité contre l'idée que les Bulgares puissent s'agrandir sans qu'eux-mêmes reçoivent une compensation. Les souvenirs de la première guerre balkanique ne sont pas encore oubliés à Constantinople, et l'on s'y méfie des ambitions de Ferdinand I^{er}, qui rêvait en 1912 de se faire couronner à Sainte-Sophie. La Turquie exige donc la restitution du chemin de fer de la Maritza cédé aux Bulgares en 1915 pour payer leur entrée dans la guerre.



M. HUÉDELO

photographié hier au conseil de guerre

lui étaient communiqués ; enfin, tous les jours, M. Bruyand recevait les renseignements de la surveillance de la Sûreté.

Et l'on passe aux témoins de la défense. M. Antony Aubin s'adresse à ce dernier, lui dit :

« Je supplie Joula de ne pas interrompre le vieil avocat qu'a commis pour la défense le bâtonnier de l'Ordre. »

« Bon, maître Aubin, interrompé par le client n'est pas si bête qu'il veut avoir l'air. (Rires.) »

« A dire vrai, les témoins de ce procès Joula ne le représentent pas comme un parfait érudit. L'un d'eux ne rapporte pas que, chargé de faire un article sur la chasse, il écrivait saint Hubert comme « ceinturon ». (Hilarité.) Mais aucun ne croit capable de trahison. »

Et Joula s'écrit solennellement : « A défaut du ressort nécessaire, j'ai ma conscience. »

Pour Landau, ce sont d'abord deux témoignages émus.

Mlle Stellan, qui fut « la compagne de ses jours de bohème », garde pour lui une estime profonde.

Mme Fernande Vial, sa fiancée d'autrefois, déclare que, loin d'être séduite par lui, c'est lui qui l'empêcha de le fuir d'autres. Lui seul fournit les premiers fonds de la Tranchée, dont, devenue femme, elle voulait être le seul commanditaire. C'est sur sa demande, ajouta-t-elle, que se fit le voyage chez M. Joula, qu'elle désirait connaître.

Nombre d'autres témoins viennent attester la probité et le patriotisme de Landau.

Le reste de l'audience est consacré à M. Leymarie.

M. Barbier rappelle qu'en temps de guerre la tâche du chef de cabinet du ministre de l'Intérieur était éminente. Leymarie s'y consacra de toutes ses forces, en fonctionnaire dévoué et en patriote ardent et sans reproche.

Mais, cité par le lieutenant Mornet, paraît un nouveau témoin : M. Huédelo. M. Huédelo dépose que, étant chef de cabinet de M. Leymarie, alors chef de cabinet du ministre, lui dit un jour : « Vous allez recevoir du ministère de la Guerre un chèque au nom de M. Duval. Vous pourriez convoquer ce dernier et lui rendre le chèque. » Et M. Leymarie lui expliqua que c'était de l'argent de la San Stefano. M. Huédelo refusa de recevoir le chèque, le lendemain, coup de téléphone de M. Leymarie et nouveau refus de M. Huédelo. M. Huédelo, chef de cabinet de M. Leymarie, fut, en effet, nommé ministre, et l'affaire d'aujourd'hui naquit ainsi.

« N'avez-vous pas eu l'impression qu'on voulait faire passer par la Sûreté générale la responsabilité de la restitution du chèque ? »

Ce fut mon impression.

Et M. Huédelo précise qu'à la suite de cette affaire il rédigea pour ses bureaux une note défendant de recevoir ce chèque. M. Leymarie, « J'ai toujours dit que je ne soupçonnais pas Duval, sans quoi j'aurais fait arrêter comme Joula. »

Sur conclusion de M. Magnan, le conseil donne acte que M. Huédelo a été entendu, moins de vingt-quatre heures après sa déposition.

Enfin M. Mornet donne lecture d'une dépêche de M. Faraliq, annonçant que M. Amherd refuse de se rendre à Paris, mais déclare que la date du reçu est inexacte, qu'il a dû être falsifié. Ce pour quoi M. Faraliq en demande la photographie.

Continuation vendredi.

L'Allemagne aurait ratifié l'accord de Berne

BALE, 8 mai. — On mande de Berlin à la date du 7 :

« Le gouvernement allemand a ratifié l'accord franco-allemand relatif à l'échange de prisonniers. » (Havas.)

(Aucune confirmation officielle n'est encore parvenue aux Affaires étrangères.)

SITUATIONS Brochure envoyée franco FIGIER, 53, rue de Rivoli, Paris.

LES CONTES D'EXCELSIOR

LEILLET BLANC

PAR JACQUES CÉSANNE

La Saint-Barthélemy commençait. L'ami de Coligny venait d'être tué par les soldats de MM. de Guise.

Averti du danger qui le menaçait, M. de La Force avait pu s'enfuir. Cependant, il avait un temps précieux en conciliabules avec des gentilshommes de la religion. Et ces derniers, de bonne volonté, lui barrèrent le passage en vociférant.

La bande était conduite par un capitaine du nom de Saint-Martin, qui parla, d'abord, de tout massacrer, mais se radoucit à la promesse que lui fit M. de La Force de lui verser deux mille écus si ses soldats avaient la vie sauve.

Saint-Martin se contenta donc de piller l'hôtel et d'emmener chez lui ses prisonniers. Il leur avait prescrit, au préalable, d'arracher leur coiffure de mouchoirs disposés en forme de croix, et de retenir sur leur manche droite jusqu'au coude, ce qui était le signe auquel les partisans devaient reconnaître. Grâce à cette précaution, il put arriver sans trop d'encombre chez le capitaine, qui laissa M. de La Force capitaine de la garde de deux Suisses, en lui faisant jurer qu'il ne tenterait pas de s'évader. Il lui donnait, au surplus, toute latitude pour se procurer la rançon convenue.

Puis il s'en fut continuer sa « besogne ». Les deux Suisses pressèrent le gentilhomme de s'enfuir, se déclarant prêts à leur vie pour le sauver. Mais il répondit que sa parole était engagée, et qu'il n'y avait rien à faire.

Il avait, d'ailleurs, à peine payé sa rançon, que le capitaine revenait : sur son visage, on entraînait au dehors M. de La Force et ses deux fils, et, vers l'extrémité de la rue des Petits-Champs, le drame accomplissait...

Criblés de coups, le père et l'aîné des deux fils s'affaissaient sur le cadet, qui, lui, se trouvait couvert de sang, mais, par miracle, ne fut pas atteint.

Il était encore presque un enfant. Il eut l'air de présence d'esprit, toutefois, pour laisser dénouer de son justaucorps ce qui se trahait par le moindre geste. Puis, se tournant vers son frère cadet...

Quand ils furent partis, un vieillard, employé au jeu de paume de la rue Verdel, s'approcha des victimes, et, considérant la plus jeune, murmura :

« Pauvre innocent !... Qu'a-t-il fait, celui-là, pour être traité ainsi ? »

Jacques de La Force souleva un peu la tête, et dit à voix basse :

« Je ne suis pas mort... Par miséricorde, sauvez-moi ! »

Il attendit quelques minutes, puis se releva celui qui implorait son aide, ouvrit d'un mauvais manteau, et le conduisit dans la soupenne qu'il habitait sous les toits, en déclarant à des voisins curieux :

« C'est mon neveu... Il est, saoul comme une grive, et je vais le rosser à l'importance, quand il aura eu son compte d'ivresse. »

Le lendemain, Jacques, après avoir attendu la nuit chez ce brave homme, arriva à l'Arsenal, où sa tante, Mme de Bismbourg, le cachait dans un cabinet.

Cependant, le bruit s'étant répandu que les protestants avaient trouvé asile en cet endroit, le roi donna l'ordre qu'on le ramène de fond en comble.

C'est alors que Mlle de Biron, la toute jeune fille du grand maître de l'artillerie, vint à Paris, dans sa chambre et le fit assis sous des vertugadins qu'elle avait étendus négligemment sur son lit.

Les archers passèrent à côté de lui sans le découvrir. Il attendit que le bruit de sa capture se fût assourdi dans les couloirs du palais, puis il se prosterna aux pieds de celle qui venait de lui sauver la vie.

Elle avait à peu près son âge, et déjà elle était une ravissante beauté.

Elle le releva en souriant :

— Maintenant, dit-elle, il faut partir ! n'êtes plus en sûreté ici : on peut vous dénoncer d'un moment à l'autre. Nous sommes, d'ailleurs, pour vous, un passeport signé de la main du roi !

Mais, dans son cœur d'enfant, Jacques souffrait comme un homme, car ce cœur avait de s'ouvrir au divin mystère... Il répondit :

— Mademoiselle, je vous ai vue hier pour la première fois, mais il me semble que je vous connais depuis toujours... Comment pourrais-je vous quitter ?

— Il le faut, cependant... Sans un souvenir de vous ?

Elle pensa, sans doute, que cela devait être bien dur, en effet, car elle prit un petit billet blanc dont le parfum s'était avivé à la chaleur de son corsage, et le lui tendit. Puis, gravement, se penchant vers Jacques, elle le baisa au front.

Et le petit proscrit, qui s'en allait, tout pensif, vers un destin inconnu, emporta comme un talisman le doux gage de celle qui, plus tard, devait être sa femme... la femme du futur maréchal de La Force...

Jacques CÉSANNE.

Un sous-marin allemand coulé par les Américains

WASHINGTON, 8 mai. — Le département de la marine annonce la rencontre du sous-marin allemand *Tide Water* avec un sous-marin américain, le 17 mars.

Le second coup de canon tiré par le vapeur atteignit de plein fouet le sous-marin qui s'immergea immédiatement et ne reparut plus. (Havas).

DERNIÈRE HEURE

LE TEXTE DU TRAITÉ DE PAIX DE BUCAREST

Il a été publié hier à Vienne et entrera en vigueur dès qu'il sera ratifié par les parties contractantes.

BALE, 8 mai. — On mande de Vienne que le traité de paix signé à Bucarest entre l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Bulgarie, la Turquie d'une part, et la Roumanie d'autre part a été rendu public aujourd'hui.

Le premier chapitre, le premier article stipule que l'état de guerre est terminé entre les nations signataires de l'accord et qu'elles s'engagent à vivre à l'avenir en paix et en amitié. Il stipule également que les relations diplomatiques vont être rétablies.

LA DÉMOBILISATION DE L'ARMÉE

Le deuxième chapitre fixe le détail de la démobilisation de l'armée roumaine. Un certain nombre de divisions peuvent rester sur pied de guerre, à cause des opérations militaires conduites par les puissances alliées en Ukraine, opérations pouvant offrir quelque danger pour les frontières roumaines. L'effectif de ces troupes ne pourra dépasser, pour l'infanterie, 30.000 hommes ; pour la cavalerie, 3.200 hommes ; pour l'artillerie, 9.000 hommes. Toutes les autres formations des troupes roumaines qui n'existaient pas en temps de paix seront dissoutes.

Les canons, mitrailleuses, munitions, armes, chevaux, voitures, etc. rendus disponibles par suite de la réduction de la dissolution de l'armée roumaine devront être placés, jusqu'à la conclusion de la paix générale, sous la haute surveillance des Empires centraux. Les munitions de l'armée de Moldavie sont limitées à 250 cartouches par fusil, 2.500 cartouches par mitrailleuse et 150 coups par canon.

Les troupes démobilisées et les officiers de réserve peuvent retourner dans les régions occupées. Les officiers de l'armée active doivent être autorisés par les Empires centraux.

A l'état-major roumain de Moldavie sera affecté, comme agent de liaison, un officier de l'état-major général des Empires centraux.

En ce qui concerne les forces fluviales et maritimes, aucune prescription n'est encore imposée à la Roumanie, jusqu'à ce que la situation en Bessarabie se soit éclaircie. Ces forces devront ensuite être ramenées au pied de paix habituel, exception faite pour les forces fluviales nécessaires pour la police du fleuve.

LES CESSIONS TERRITORIALES

Le chapitre 3 est consacré aux cessions territoriales. L'article 10 de ce chapitre dit au sujet de la Dobroudja qui, d'après le paragraphe 1 des préliminaires de paix, doit être séparée de la Roumanie, que les dispositions suivantes sont arrêtées :

« A. — La Roumanie restitue à la Bulgarie le territoire bulgare qui lui était échu par suite du traité de paix de Bucarest de 1913, avec des rectifications de frontières en faveur de la Bulgarie. Sur une carte qui est annexée, la frontière est exactement tracée à l'encre rouge. Cette carte constitue la partie essentielle du traité de paix.

« Une commission constituée par les délégués des puissances alliées doit, après la signature du traité de paix, se rendre dans la Dobroudja pour fixer la frontière sur les lieux et la marquer. La frontière du Danube entre les territoires cédés à la Bulgarie et la Roumanie suit le thalweg du fleuve.

« La délimitation se fera en automne 1918 au moment des basses eaux.

« B. — La Roumanie cède aux puissances alliées la partie de la Dobroudja située au nord de la nouvelle ligne frontière décrite dans l'annexe A jusqu'au Danube, et plus précisément entre le sommet du delta et la mer Noire jusqu'au bras de Saint-Georges.

« La frontière du Danube entre les territoires cédés aux puissances alliées et la Roumanie est formée par le thalweg du fleuve. Les détails sur la fixation du thalweg doivent être arrêtés entre les puissances intéressées aussitôt après la signature de la paix. La délimitation se fera dans l'automne de 1918 par les basses eaux.

« Les puissances alliées auront soin que la Roumanie reçoive une route commerciale assurée vers la mer Noire par Cernavoda et Constanza. »

L'article 11 de ce chapitre stipule que « la Roumanie est d'accord pour que sa frontière subisse une rectification en faveur de l'Autriche-Hongrie. Une carte annexée porte en rouge cette nouvelle frontière. Cette carte constitue la partie essentielle du traité de

LES FRAIS DE GUERRE

Les habitants des régions occupées ont un droit d'option et peuvent émigrer. Le traité stipule ensuite que les contractants renoncent réciproquement au remboursement de leurs frais de guerre, c'est-à-dire des dépenses qu'ils ont faites pour faire la guerre. Des accords ultérieurs restent réservés pour le règlement des indemnités de guerre.

Les chemins de fer, les postes et les télégraphes restent jusqu'à nouvel ordre sous l'administration militaire des Empires centraux.

Le droit de réquisition de l'armée d'occupation est limité aux fourrages, légumes secs, céréales, laines, bétail, viande provenant de l'année 1918 ; aux bois, pétroles et produits pétroliers, en tenant compte d'une production normale et en réservant les quantités suffisantes pour satisfaire aux besoins intérieurs de la Roumanie.

La Roumanie entreprendra à ses frais l'armée d'occupation ; elle devra rembourser aux Empires centraux les dépenses faites pour les travaux publics, lors de la remise définitive entre ses mains des territoires occupés.

LA NAVIGATION SUR LE DANUBE

Une convention de navigation sur le Danube devra être conclue par elle. Cette convention sera établie à Munich.

La taxe roumaine d'un demi pour cent sur la valeur des marchandises introduites ou sorties des ports du pays sera supprimée après la mise en vigueur de la nouvelle convention de la navigation du Danube et aussitôt que la Roumanie aura introduit des taxes selon la nouvelle convention pour l'usage des installations publiques devant servir au développement du trafic des navires et de la maintenance des marchandises. Cette taxe sera levée de toute façon au plus tard cinq ans après la ratification du traité de paix actuel.

Jusqu'à la réunion de la commission des bouches du Danube, la Roumanie administrera régulièrement et préservera de tout dommage le bien de la commission européenne du Danube qu'elle détient.

L'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Roumanie, la Turquie et la Bulgarie ont le droit d'avoir sur le Danube des navires de guerre qu'ils peuvent en aval, aller jusqu'à la mer, et, en amont, jusqu'à la frontière supérieure de leur propre territoire, mais ne peuvent entrer en contact avec un autre Etat et aborder sa rive qu'avec l'approbation de cet Etat, qu'il faudra demander par voie diplomatique, sauf le cas de force majeure. Chacune des puissances représentées dans la commission des bouches du Danube a droit d'avoir à l'embouchure du Danube, deux navires de guerre légers, comme bateaux stationnaires ; ces bateaux peuvent, sans avoir besoin d'autorisation spéciale, remonter le Danube jusqu'à Braila.

LA LIBERTÉ DE RELIGION

Une liberté égale est garantie en Roumanie aux religions catholique-romaine, grecque-uniate, orthodoxe, bulgare protestante, musulmane et juive ; elles ont la même protection de la part des lois et des autorités que le culte orthodoxe roumain ; elles ont, en particulier, le droit de fonder des paroisses communes pour les cultes, de bâtir des écoles qui seront considérées comme écoles privées, dont l'activité ne peut être empêchée que dans le cas où elles mettent en danger la sécurité de l'Etat et de l'ordre public.

Si sera promulgué en Roumanie, jusqu'à la ratification de la paix, une loi d'après laquelle toutes les personnes sans nationalité qui ont participé à la guerre, soit dans le service actif, soit dans le service auxiliaire, ou qui sont nées dans le pays ou y sont installées, ou dont les parents y sont nés, doivent être considérées sans plus comme sujets roumains, en ayant tous les droits, et peuvent se faire inscrire auprès des tribunaux comme tels.

Les ratifications doivent être échangées aussitôt que possible à Vienne. Le traité de paix entre, en principe, en vigueur avec sa ratification.

la présence de trois avions ennemis qui le poursuivaient, il réussit à parcourir les 40 kilomètres qui le séparent de son aérodrome et à atterrir sans encombre.

Cette blessure le tint à l'hôpital pendant quatre mois et sa convalescence se prolongea jusqu'au printemps 1917. Depuis lors, Chaput avait remporté huit nouvelles victoires.

12 avions allemands abattus par les Anglais

(OFFICIEL BRITANNIQUE). — La pluie a de nouveau rendu impossible jusqu'à 17 heures le travail de notre aviation. Le temps s'est alors éclairci tout à coup et quelques-uns de nos appareils ont été envoyés en reconnaissance et ont effectué des bombardements.

400 bombes ont été lancées par nos avions sur différents points du front ; au cours de combats aériens ont été abattus 12 appareils ennemis, dont 8 furent descendus dans une rencontre près de Douai. Un ballon a été abattu en flammes. Tous nos appareils sont rentrés.

Un aviateur belge incendie deux drachens allemands

(OFFICIEL BELGE). — Activité moyenne des deux artilleries sur le front belge. Un de nos aviateurs a incendié deux ballons allemands vers Zarnen. Un avion ennemi a été abattu dans nos lignes par un des nôtres ; il est venu s'écraser vers Westvleteren.

LA SITUATION INTÉRIEURE DES EMPIRES CENTRAUX

En Autriche-Hongrie, on réclame une paix rapide ; en Allemagne, le moral de la population est meilleur.

STOCKHOLM, 8 mai. — Le journal socialiste suédois *Politiken* publie d'intéressantes déclarations d'une personnalité qui revient d'Allemagne et d'Autriche.

Selon ce témoignage, d'une valeur toute particulière, la situation en Autriche est très grave, et la monarchie danubienne ne pourrait être sauvée de la dislocation que par une paix rapide.

En Bohême, notamment, la propagande séparatiste gagne chaque jour du terrain, et partout on y acclame l'Entente, ainsi que le président Wilson.

La situation est également grave chez les Slaves du Sud, qui maintenant osent réclamer ouvertement par des grèves et des émeutes la réunion à la Serbie. Les populations serbes commencent à lever la tête et vivent seulement dans l'espoir de pouvoir, au moment propice, chasser l'invasisseur par un soulèvement général.

Le prestige de l'empereur Charles s'est pour ainsi dire évanoui, depuis les révélations de M. Clemenceau.

En Allemagne, par contre, la situation est beaucoup moins précaire. Les difficultés alimentaires sont formidables, mais le peuple les supporte, parce qu'il croit à une victoire prochaine sur le front occidental qui lui permettra d'imposer la paix aux Alliés.

Les chiffres des pertes allemandes, que l'on estime à 600.000 hommes, produisent une impression pénible, mais l'opinion veut croire en un triomphe prochain.

Un officier supérieur faisait confidentiellement cette déclaration : « Nous prendrons Paris et Calais. Cela nous coûtera un million d'hommes, mais nous réussirons. » Cette opinion est actuellement très répandue ; aussi l'esprit impérialiste est-il à son apogée.

Dans les clubs politiques, l'opposition se fait de plus en plus vive contre M. de Kühlmann. Quant aux socialistes, ou bien ils sont ralliés à la politique impérialiste, ou ils se sentent impuissants et attendent une heure plus propice.

En résumé, la situation n'est pas mûre du tout pour la révolution en Allemagne ; mais, si la guerre se prolonge, il est possible que les luttes politiques créent en Allemagne sinon la révolution, du moins une situation extrêmement grave.

On reparle de la démission de M. de Kühlmann

ZURICH, 8 mai. — On mande de Berlin que le bruit y court avec persistance d'une très prochaine démission de M. de Kühlmann.

Le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères s'est décidé à prendre sa retraite après la conclusion de la paix avec la Roumanie. Comme successeur probable, on cite le nom du ministre von Hintze.

A l'Hôtel de Ville

Le Conseil municipal fait ses adieux à M. Delanney

Une cérémonie tout intime eut lieu, hier, à 3 h. 30, à l'Hôtel de Ville, dans le cabinet du président du Conseil municipal. La plupart des édiles s'étaient réunis pour faire leurs adieux officiels à M. Delanney avant son départ pour le Japon.

En l'absence de M. Mithouard, retenu pour cause de santé, ce fut M. Rendu, vice-président du Conseil municipal, qui prit la parole pour retracer l'œuvre accomplie par M. Delanney durant son passage à la préfecture de la Seine.

Remise fut faite ensuite au nouvel ambassadeur d'une médaille commémorative en or.

Après une courte allocution de M. Deslaurès, président du Conseil général, et quelques mots prononcés au nom de la presse municipale, M. Delanney remercia en termes émus.

— Vous m'avez félicité, dit-il, de l'œuvre accomplie ; mais cette œuvre n'existerait pas si je n'avais pu compter sur la parfaite collaboration de ceux qui ont été chargés des intérêts supérieurs de la Cité.

Cette œuvre est loin d'être terminée, poursuivit-il. Mais le gouvernement la remet en bonnes mains.

Et M. Delanney fit un vif éloge de M. Aulard, son successeur.

Activité d'artillerie en Macédoine

(COMMUNIQUÉ OFFICIEL DE L'ARMÉE D'ORIENT). — Activité d'artillerie de part et d'autre sur tout le front compris entre le lac de Doiran et Monastir.

Deux tentatives ennemies sur les positions serbes, près de Vetrnik et à l'est de la Cerna, ont été repoussées.

Le mauvais temps sur le front italien

ROME, 8 mai. — (Communiqué officiel.) — Sur l'ensemble du front, le mauvais temps a limité l'activité réciproque de l'artillerie et des patrouilles.

Carte de bois ?

On a parlé de la carte de viande, de la carte de tabac ; voici qu'on parle de la carte de bois.

Le Conseil municipal se préoccupe, en effet, du ravitaillement en combustible pour l'hiver prochain. Du charbon serait réservé aux familles qui ne disposent pas de fournaux à gaz, et du bois de chauffage serait assuré à ceux qui n'utilisent ni gaz ni charbon.

Cette répartition serait effectuée au moyen d'une carte analogue à celle du charbon.

C'EST LE 31 MAI PROCHAIN QUE DEVAIENT EXPIRER LES POUVOIRS DES DÉPUTÉS

Le 24 décembre dernier, les députés les ont prorogés jusqu'à la cessation des hostilités. Or, présentement, 53 circonscriptions ne sont plus représentées.

Il y a quatre ans, à pareille époque, dans toute la France la bataille faisait rage. Mais il ne s'agissait point de duels d'artillerie, de tirs de mitrailleuses, de ruées à la baïonnette, ni de torpilles sous-marines, pas plus que de bombardements aériens ou de l'envoi de gaz asphyxiants.

Alors, les candidats au Parlement, du haut d'estrades improvisées, exprimaient leur opinion sur la loi de trois ans. Et l'on sait à quelles violentes polémiques donnèrent lieu les élections de 1914.

Après le scrutin de ballottage du 10 mai, pas une circonscription de France qui ne fût représentée à la Chambre des députés pour une durée de quatre années, prenant fin le 31 mai 1918.

Donc, le 1^{er} juin prochain, il devrait appartenir à chaque élu soit de solliciter le renouvellement de son mandat, soit de se retirer. Mais, du fait de l'état de guerre, les députés ont décidé, dans la séance du 24 décembre 1917, après avoir entendu l'exposé de M. Deyris, député des Landes, rapporteur de la commission du suffrage universel, de proroger leurs pouvoirs en même temps que ceux des sénateurs représentant les départements compris dans la série C.

Au cours du débat qui a précédé le vote de ce projet de loi, tout a été dit pour et contre ; toutes les objections ont été présentées ; l'exemple des Canadiens et des Américains a été invoqué. Nous ne saurions, en conséquence, revenir sur cette question.

Constataient cependant les nombreux vides qui se sont produits, depuis quatre ans, dans les rangs des parlementaires. Sont morts :

MM. Georges Berry, Millevoye, Vaillant (députés de Paris) ; Nortier (6^e circ. de Saint-Denis), tué à l'ennemi ; Pierre Joujon (1^{re} circ. de Bourg), tué à l'ennemi ; Poullan (3^e circ. de Nice) ; Albert Poullan (2^e circ. de Mezières) ; Cibiel (1^{re} circ. de Villefranche) ; Chevillon (4^e circ. de Marseille), tué à l'ennemi ; Jules Delafosse (Vire) ; Lefol (Semur) ; Armez (1^{re} circ. de Saint-Brieuc) ; Maurice Bernard (1^{re} circ. de Besançon) ; Soubigou (3^e circ. de Brest) ; Cloarec et comte Albert de Mun (1^{re} et 2^e circ. de Morlaix) ; Ribet (2^e circ. de Saint-Gaudens) ; Mesnard (Lesparre) ; Chaigne (La Rôle), tué à l'ennemi ; Edmond Chapuis (Lons-le-Saunier) ; Alassour (Gien) ; Georges Coehery (Pithiviers) ; Arthur Legendre (Mortain) ; Marcel Rautine (Saint-Lô) ; Albin Rozet (Vassy) ; de Hercé (1^{re} circ. de Mayenne) ; comte Ferri de Ludre et colonel Driant, celui-ci tué à l'ennemi (2^e et 3^e circ. de Nancy) ; duc de Rohan (Ploërmel), tué à l'ennemi ; Robin (2^e circ. de Nevers) ; Jules Danstet et Dubled (4^e et 6^e circ. de Lille) ; baron de Mackau (Argentan) ; Briquet et Taillandier (1^{re} et 2^e circ. d'Arras), morts pour la France ; Roden (Saint-Pol) ; Fitté (2^e circ. de Tarbes) ; Charles Schneide (1^{re} circ. de Belfort) ; Ragally (Gray) ; Germain Périer (1^{re} circ. d'Autun) ; Dubief (1^{re} circ. de Macon) ; Laroche (La Flèche) ; Paul Proust (1^{re} circ. de Chambéry), tué à l'ennemi ; Deléglise (Saint-Jean-de-Maurienne) ; de Polleville (2^e circ. de Dieppe) ; André Thomé (Rambouillet), tué à l'ennemi ; Disleau (4^e circ. de Niort) ; Jouancoux (2^e circ. d'Amiens) ; Jean Jaurès (2^e circ. d'Albi) ; Reille-Soudet, duc de Dalmatie (2^e circ. de Castres), tué à l'ennemi ; Marc Mathis (Mirecourt).

Il convient d'ajouter la deuxième circonscription de Troyes et l'arrondissement de Osmery, dont les élections ont été annulées en juin 1914, et qui n'ont pas eu de député depuis le début de la présente législature.

Au total : cinquante-trois circonscriptions électorales actuellement non représentées à la Chambre. (Nous passons sous silence celles dont les élus ont vu lever leur immunité parlementaire.)

Nous pourrions, pour être complets, ajouter que M. A. Sarraut (2^e circ. de Narbonne) est gouverneur général de l'Indochine ; que MM. J. Thierry (3^e circ. de Marseille) et Noulens (Mirande) sont ambassadeurs de France à Madrid et à Petrograd ; que M. A. Tardieu (4^e circ. de Versailles) est haut commissaire de la République française aux Etats-Unis, et que quelques députés combattent sur le front.

Or, il suffit de passer en revue les circonscriptions sans mandataire pour se rendre compte de l'importance des intérêts qui ne sont point défendus.

S'il est impossible de procéder actuellement à de nouvelles élections, n'y aurait-il pas moyen d'apporter un remède à une situation aussi préjudiciable à tant de citoyens ?

Pourquoi, par exemple, ne pas répartir — ainsi que le ministre de la Justice l'a fait pour certains tribunaux de paix — les arrondissements non représentés entre les députés des circonscriptions voisines ?

Cette idée n'est que la simple suggestion d'un électeur... — E. CHABANIER.

La réquisition de la flotte marchande espagnole

MADRID, 8 mai. — Des journaux, s'occupant des décisions prises hier au Conseil des ministres, annoncent qu'un décret sera publié prochainement, réquisitionnant la totalité de la flotte marchande.

INCENDIE D'UNE DES 14 USINES AMIEUX-FRÈRES

La Maison Amieux-Frères fait savoir à sa clientèle que, malgré les dégâts importants causés par l'incendie de son Usine de Chantenay, elle a continué, sans aucune interruption, les expéditions de toutes conserves, moutardes et confitures et qu'elle est prête à recevoir et à exécuter, comme par le passé, toutes les commandes qui lui seraient adressées.

AVENDRE 46 DOUBLES PORTES CAPITONNÉES

avec leurs ferrures, en très bon état. Ecrire : M. Segond, 20, rue d'Enghien, Paris.

LE GÉNÉRAL PERSHING PASSE SES TROUPES EN REVUE



LA DERNIÈRE INSPECTION AVANT LE DÉPART POUR LE FRONT

Chaque jour, de nouvelles unités américaines s'en vont grossir au front les premiers contingents de "sammies", qui prennent part déjà à la grande bataille, à côté de leurs camarades français et britanniques. Les fantassins américains sont de beaux et solides gaillards, bien entraînés et très disciplinés. Soldats du Droit, ils sont bien décidés à jouer un rôle de premier plan dans les prochaines batailles.

B L O C - N O T E S

HIER, vers 11 heures du matin, j'ai suivi, rue des Martyrs, un corbillard. C'était Georges Ohnet, qui descendait vers l'église. Dernière promenade. Dernière prière. Et voilà encore une vieille gloire parisienne enterrée.

En marchant dans ce cortège, je revoyais l'homme, depuis longtemps vieilli par les déceptions et les épreuves. Il était resté fidèle à son logis de l'avenue Trudaine : un petit hôtel simple, sombre, où l'auteur du Maître de forges vivait retiré, silencieux, dans le décor sévère et très « bourgeois » de ses bibliothèques et de ses tapisseries. Je le revois, enfoncé, comme accroupi dans son fauteuil : tout petit, maigre, voûté, le visage osseux et couperosé, qu'éclairait de si étrange façon la flamme du regard. J'ai rencontré peu d'hommes dont l'œil exprimât plus d'intelligence, plus de curiosité de la vie. Curiosité tout ensemble ardente et timide; curiosité polie avant tout et qui, dans la conversation, s'enveloppait d'une sorte de cordialité mélancolique. Peut-être n'ait-il à l'époque où il était jeune et applaudi. Moi, je ne l'ai jamais vu que sourire, et ses sourires n'étaient pas gais.

C'est qu'il n'y a pas un écrivain de ce temps-ci à qui le snobisme mondain et la jalousie de certains lettrés aient fait payer plus cher les éclatants succès de ses débuts. Il existe des chefs-d'œuvre sur lesquels le snob se pâme sans les connaître, et de même, des ouvrages que la mode lui ordonne de mépriser avant qu'il les ait lus. Les romans de « Monsieur Ohnet » furent, pendant une vingtaine d'années, au nombre de ceux dont il était, à tout hasard, élégant de se moquer. Du côté du monde des lettres, même injustice. Je ne dis pas que certains détracteurs de *Serge Panine* ne fussent des hommes très désintéressés et convaincus vraiment (tel notre délicieux Jules Lemaitre) que Georges Ohnet écrivait mal ou « n'écrivait pas ». Mais il y avait les autres, ceux qu'agace le succès du voisin et qui ne se consolent pas de voir aller la fortune à des confrères plus heureux... ou plus adroits.

Ohnet fut-il un de ces « adroits » ? Pas même. Il fut, sans préméditation, tel que l'avait fait la nature. Il réalisa, dans le roman et au théâtre, le type de l'écrivain sensible, honnête et moyen que devaient aimer les classes moyennes, et il fut donc, à sa manière, un travailleur infiniment respectable et très utile. Il a eu la clientèle qui fit, en d'autres domaines, la fortune de Scribner, d'Auber et de Gounod, de Dettmer, d'Henner, de François Coppée... On raille aujourd'hui cette esthétique « bourgeoise » ; peut-être a-t-on raison ; mais ne le crions pas trop fort ! Car nous ne serons vraiment fixés là-dessus que dans un siècle ou deux.

plus avides dès qu'une bouteille se trouvait à leur portée. Les hôtes des nouveaux asiles y seront placés par décision des tribunaux chargés d'appliquer la loi sur l'ivresse. Ou bien ils y entreront volontairement. Il est probable, d'ailleurs, que les pensionnaires bénévoles seront rares.

ELECTIONS ACADEMIQUES
Avant la guerre, nous entendimes chez M. Anatole France un candidat à l'immortalité se plaindre de la place excessive que tenait la politique dans les élections académiques. Cette protestation nous revient en mémoire à propos du scrutin de la semaine dernière.

M. Bergeret, ayant attentivement écouté son interlocuteur, lui dit :
— Vos regrets me surprennent. Ce n'est point seulement à l'Académie que la politique tient une grande place. De tout temps, elle s'est mêlée à la littérature. Et, presque toujours, les succès des grands écrivains furent politiques.
— Pourtant, fit l'autre, le style est bien pour quelque chose dans leur renommée.
— Sans doute, mais pour beaucoup moins qu'on ne pense.

« A Rome, le doux Virgile ne fit-il pas de la politique en faveur d'Auguste ?
— Chez nous, l'auteur du *Cid* ne devint-il pas, malgré lui, l'adversaire de Richelieu ? Racine ne fut-il pas accablé par Mme de Maintenon ?
— L'on admire l'ironie de Voltaire, la sensibilité de Diderot, la pénétration de Montesquieu, l'apreté de Jean-Jacques. Leur style est excellent. Mais aurait-il soulevé un tel enthousiasme si leurs œuvres n'avaient été d'indéfectibles arsenaux d'arguments politiques ?
— Et l'étonnante prestidigitacion poétique de Victor Hugo, son étincelante joaillerie de mots ont-elles autant servi sa gloire que ses fureurs contre Napoléon le Petit ?
— On en arrive à se persuader que la littérature est peut-être l'élément le moins important des réputations littéraires.
— Eh bien, grommela le candidat, n'est-ce point absurde ?
— Ma foi, non, mon cher ami. Croyez-vous donc que ce soit une supériorité chez ceux qui noircissent du papier de se isoler dans une retraite pour regretter des syllabes, souper des épithètes, limer et polir des phrases, sans s'inquiéter de l'humanité qui les entoure ?
— Le courage des opinions, loin de nuire au style d'un écrivain, le rend au contraire plus viril et plus fier.
— Voilà pourquoi, mon cher ami, je ne juge pas l'Académie si coupable de faire de la politique.

— Elle a tort, mon cher maître, d'en faire le plus souvent de la mauvaise.
— Me direz-vous, questionna M. Bergeret en souriant, ce qui distingue exactement la bonne politique de la mauvaise ? Au fait, je le sais, moi, et je vais vous l'apprendre. La bonne politique, est celle de nos amis. Et la mauvaise, celle des autres. — PAUL GSELL.

Les figures
On n'a jamais mangé tant de figures à Paris.
Les restrictions qui pèsent sur la consommation du pain ont eu pour conséquence de mettre les figures en honneur.
On en voit en belle place à la vitrine de tous les épiceries ; bien mieux, à la devanture de tous les boulangers-pâtisseries. Elles suppléent pour les enfants les sucreries et les gâteaux qui, maintenant, leur sont interdits.
D'où viennent-elles ? Jadis c'était Smyrne et l'Asie Mineure qui nous les expédiaient. Maintenant, on le conçoit, les Turcs ne sont plus nos fournisseurs.
C'est le Midi de la France qui nous envoie ses figures. Elles sont moins bonnes

que quand elles sont cueillies toutes mielleuses sur la branche qui pleure du lait. Cette espèce dénommée *Col de demoiselle* est exquise dans la fraîcheur de sa maturité.

Conservés dans les caissettes de bois blanc, ces fruits succulents sont encore dignes de nous tenter.
Autrefois on disait : « Faire la figue au danger ».
Cette locution signifiait qu'on narguait le péril.

Aujourd'hui, nous ne faisons plus la figue à nos ennemis ; mais nous la mangeons pour satisfaire notre faim et entretenir notre bon moral.
Les électeurs
Le doyen de la Chambre, le baron de Mackau, qui vient de mourir, avait eu cette bonne fortune de garder, pendant plus de quarante ans, la sympathie de ses électeurs.
Lorsqu'il débuta de la guerre, il se vantait de sa popularité dans un groupe de jeunes députés.

L'un d'eux, qui était en uniforme de lieutenant et qui revenait du front, lui dit :
— Vous avez bien de la chance. Aujourd'hui les électeurs sont insupportables. Quand je réponds à leurs lettres, ils grognent : « Pourquoi n'est-il pas au front ? »
— Pourquoi n'est-il pas blessé ?
— Pourquoi n'est-il pas mort ?
— Et si, par malheur, vous êtes tué, observait le spirituel baron de Mackau, vos électeurs demanderont peut-être : « Pourquoi ne répond-il pas à nos lettres ? »
Puis, souriant, il ajouta :
— Mon âge me défend contre ces critiques. Il faut bien que l'ennemi de vieillir apporte des compensations.

L'été approche...
Les Grands Magasins du Louvre préparent, pour le lundi 13 mai, une Exposition spéciale de Tissus légers, Blouses, Lingerie pour Dames et Enfants. Leur Clientèle peut être assurée de trouver à tous les Comptoirs des Articles vendus à des prix exceptionnels.

LE PONT DES ARTS
En raison de l'Ascension, l'Académie ne siégera pas aujourd'hui et elle ne se réunira jeudi prochain que pour élire les successeurs d'Alfred Mézières, de Paul Hervieu et de Francis Charmes.
Une élection, mais une seule, est dès maintenant certaine : celle de M. Francis Charmes, qui se présente au fauteuil de Paul Hervieu.
Pour le fauteuil de Francis Charmes, il y aura sans doute plusieurs tours de scrutin avant la victoire de l'un des candidats, qui sont MM. Jules Cambon, Pierre Mille et Tancrède Marlet.
Mais c'est surtout autour du fauteuil Mézières, par lequel l'Académie commencera, que la lutte sera chaude. Le résultat en est très incertain.
Il y a la nouf candidats : MM. Louis Bertrand, René Boylesve, Du Plessy, Faubert, Paul Fort, Lacombe, Noury, Joseph Reinach et le président de l'Académie des Sciences, M. Henri Welschinger.
MM. Bertrand, Boylesve, Reinach et Welschinger se partagent au premier tour la majorité, sinon la totalité des suffrages. Il est probable qu'ils seront seuls en présence au second tour et qu'aucun d'eux n'aura encore le nombre de voix assurant l'élection. Il faut prévoir un troisième tour.
L'Académie ajournerait-elle alors l'élection comme pour le fauteuil Lemaitre ? C'est possible. En ce cas elle n'élirait qu'en novembre les successeurs de Lemaitre et de Mézières, puis ceux de Faguet et des marquis de Ségur et de Vogüé.

Le compositeur Paul Dukas, inspecteur de l'enseignement musical, est nommé membre du conseil supérieur d'enseignement du Conservatoire (section des études musicales), en remplacement de M. Debussy, décédé.
LE VEILLEUR.

THÉÂTRES

La « petite comédie » et la solidarité. Une charmante pièce de poésies, vedettes du théâtre : Juliette Maheux, née Bartout, Germaine Ronsel-Aziza, celle Roselly et Christiane Dargyl (de l'Opéra) ; Susy Doll et Robert Haas, réunies par M. André Crémieux, donnera, à partir du 15 courant, des matinées le jeudi et le dimanche dans chacune des vingt salles de Paris, au profit des orphelins de la guerre.

LA JOURNÉE :
Opéra, 7 h. 30, *Aida*.
Comédie-Française, 1 h. 30, *Electre*, le *Yvetot* de M. Perrichon ; 7 h. 45, *L'Aventurier*, *Le glais tel qu'on le parle*.
Opéra-Comique, 1 h. 30, *Manon* ; 7 h. 30, *Manon* ; 2 h., *Le Légataire universel*, le *Manon* ; 7 h. 45, *Les Bouffons*.
Vaudeville, 2 h. 30, *Poissons d'été*.
Porte-St-Martin, 2 h. 30 et 8 h. 15, *La Fille du capitaine*.
Ambigu, 2 h. 30 et 8 h. 15, *Quatre femmes*.
Palais-Royal, 2 h. 30, *La Cagnotte*.
Châtelet, 2 h., *La Course au bonheur*.
Antoine, 2 h. 30 et 8 h. 30, *M. Bourain*, *Le Gymnase*, 2 h. 30 et 8 h. 45, *Petite Lise*.
Athénée, 2 h. 30 et 8 h. 30, *La Dame de chez Maxim*.
Renaissance, 2 h. 30 et 8 h. 30, *Vous n'avez rien à déclarer ?*.
Trion-Lyrique, 2 h. 45, *La Fille de Mme Angot*.
Edouard-VII, 2 h. 45 et 8 h. 45, *La Folle*.
Capucines, 2 h. 30 et 8 h. 30, *Paris au jour le jour*.
Scala, 2 h. 30 et 8 h. 30, *Amour et Cie*.
Grand-Guignol, 8 h. 30, *L'Expérience* au *Grand Guignol*, *Le Triangle*.
Déjazet, 2 h. 30 et 8 h. 30, *La Classe*.
Th. des Arts, 2 h. 30 et 8 h. 15, *Les Gosses des ruines*.

SPECTACLES DIVERS
Folies-Bergère (Quai 20-20), 2 h. 30 et 8 h. 15, la revue *Quand même !* 2 actes, 35 tableaux, 100 artistes.
Olympia (Centr. 44-68), 2 h. 30 et 8 h. 30, spectacle de music-hall (20 numéros amusants).
Casino de Paris, 2 h. 30 et 8 h. 30, *Musique* Chevalier, Rose Amy, Magnard dans la revue.

CINÉMAS
Gaumont-Palace, 2 h. 15 et 8 h. 15, *La dame Butterfly*, *Les Somnambules*.

Les instructions en cours

Hier, le capitaine Bouchardon a entendu dans l'affaire Caillaux, deux témoins : commandant en retraite et le colonel Goulet, chef du bureau des renseignements.
Le lieutenant Jousset a interrogé le capitaine Ladoux au sujet de la plainte en chantage déposée par Lenoir, et MM. Lenoir et Comby sur les documents d'Italie.
Le lieutenant Gazier a entendu deux témoins désignés par Bolo dans ses révélations sur Cavallini.

Spéculateur arrêté

M. Gabriel Blot, régisseur à la Casnaye, par Saint-Néomai (Deux-Sèvres), a été mis en état d'arrestation et écroué à la Santé pour hausse illicite sur le prix de la viande.

Deux mille lettres dans un égoût

On a trouvé, hier, dans un égoût de Saint-Maur-des-Fossés, deux mille lettres égarées. Une enquête est ouverte par M. Mandrand, juge d'instruction.

Bourse de Paris du 8 Mai 1918

VALEURS	Cours précédent	Cours du jour	VALEURS	Cours précédent	Cours du jour
PARQUET					
5 0/0 non libéré	87.55	87.60	1000	1000	1000
5 0/0 libéré	87.55	87.60	1000	1000	1000
3 0/0 amort.	58.70	58.75	1000	1000	1000
3 0/0 libéré	58.70	58.75	1000	1000	1000
3 1/2	88.75	88.75	1000	1000	1000
Tunisie 1892	330	326	1000	1000	1000
1895	330	326	1000	1000	1000
Afrique Occident.	330	326	1000	1000	1000
1895	330	326	1000	1000	1000
1897	330	326	1000	1000	1000
1898	330	326	1000	1000	1000
1899	330	326	1000	1000	1000
1900	330	326	1000	1000	1000
1901	330	326	1000	1000	1000
1902	330	326	1000	1000	1000
1903	330	326	1000	1000	1000
1904	330	326	1000	1000	1000
1905	330	326	1000	1000	1000
1906	330	326	1000	1000	1000
1907	330	326	1000	1000	1000
1908	330	326	1000	1000	1000
1909	330	326	1000	1000	1000
1910	330	326	1000	1000	1000
1911	330	326	1000	1000	1000
1912	330	326	1000	1000	1000
1913	330	326	1000	1000	1000
1914	330	326	1000	1000	1000
1915	330	326	1000	1000	1000
1916	330	326	1000	1000	1000
1917	330	326	1000	1000	1000
1918	330	326	1000	1000	1000
1919	330	326	1000	1000	1000
1920	330	326	1000	1000	1000
1921	330	326	1000	1000	1000
1922	330	326	1000	1000	1000
1923	330	326	1000	1000	1000
1924	330	326	1000	1000	1000
1925	330	326	1000	1000	1000
1926	330	326	1000	1000	1000
1927	330	326	1000	1000	1000
1928	330	326	1000	1000	1000
1929	330	326	1000	1000	1000
1930	330	326	1000	1000	1000
1931	330	326	1000	1000	1000
1932	330	326	1000	1000	1000
1933	330	326	1000	1000	1000
1934	330	326	1000	1000	1000
1935	330	326	1000	1000	1000
1936	330	326	1000	1000	1000
1937	330	326	1000	1000	1000
1938	330	326	1000	1000	1000
1939	330	326	1000	1000	1000
1940	330	326	1000	1000	1000
1941	330	326	1000	1000	1000
1942	330	326	1000	1000	1000
1943	330	326	1000	1000	1000
1944	330	326	1000	1000	1000
1945	330	326	1000	1000	1000
1946	330	326	1000	1000	1000
1947	330	326	1000	1000	1000
1948	330	326	1000	1000	1000
1949	330	326	1000	1000	1000
1950	330	326	1000	1000	1000
1951	330	326	1000	1000	1000
1952	330	326	1000	1000	1000
1953	330	326	1000	1000	1000
1954	330	326	1000	1000	1000
1955	330	326	1000	1000	1000
1956	330	326	1000	1000	1000
1957	330	326	1000	1000	1000
1958	330	326	1000	1000	1000
1959	330	326	1000	1000	1000
1960	330	326	1000	1000	1000
1961	330	326	1000	1000	1000
1962	330	326	1000	1000	1000
1963	330	326	1000	1000	1000
1964	330	326	1000	1000	1000
1965	330	326	1000	1000	1000
1966	330	326	1000	1000	1000
1967	330	326	1000	1000	1000
1968	330	326	1000	1000	1000
1969	330	326	1000	1000	1000
1970	330	326	1000	1000	1000
1971	330	326	1000	1000	1000
1972	330	326	1000	1000	1000
1973	330	326	1000	1000	1000
1974	330	326	1000	1000	1000
1975	330	326	1000	1000	1000
1976	330	326	1000	1000	1000
1977	330	326	1000	1000	1000
1978	330	326	1000	1000	1000
1979	330	326	1000	1000	1000
1980	330	326	1000	1000	1000
1981	330	326	1000	1000	1000
1982	330	326	1000	1000	1000
1983	330	326	1000	1000	1000
1984	330	326	1000	1000	1000
1985	330	326	1000	1000	1000
1986	330	326	1000	1000	1000
1987	330	326	1000	1000	1000
1988	330	326	1000	1000	1000
1989	330	326	1000	1000	1000
1990	330	326	1000	1000	1000
1991	330	326	1000	1000	1000
1992	330	326	1000	1000	1000
1993	330	326	1000	1000	1000
1994	330	326	1000	1000	1000
1995	330	326	1000	1000	1000
1996	330	326	1000	1000	1000
1997	330	326	1000	1000	1000
1998	330	326	1000	1000	1000
1999	330	326	1000	1000	1000
2000	330	326	1000	1000	1000

MÉTALLS A LONDRES. — La tonne de 100 livres : Cuivre Chili, disponible, 110 ; livrable 3 mois, 110. Electrolytique, 123 ; Etain, comptant, 380 ; livrable 3 mois, 380 ; Plomb anglais, 29 1/2 ; Zinc, comptant, 54 ; Argent (l'once), 49 d. 1/8.

VINS MOUSSEUX. — Agents sont agréés : Eclairie : De Saint-André et Co, Reims.

SANTÉ DES DAMES
Nombreux sont les accidents critiques qu'on observe chez la femme, soit à la FÉCONDATION, soit normalement, soit à l'époque du RETOUR D'ÂGE, l'âge critique entre tous. Ce sont des irrégularités, des malaises, des bouffées de chaleur, des vertiges, des étourdissements, des angoisses, accompagnés souvent d'hémorragies diverses et plus ou moins abondantes ; ce sont des palpitations de cœur, des douleurs et des névralgies ; parfois la femme souffre de dyspepsie, de gastralgies et de constipation purement nerveuse. En fin la mauvaise circulation du sang engendre une foule de maux tels que les varices, la phlébite, les hémorroïdes et les congestions de toute nature. Il existe cependant un remède qui prévient, guérit ou améliore tous ces infortunes : c'est l'Elixir de VIRGINIE NYRDAHL, unaniment prescrit par le corps médical contre ces affections.
On n'a qu'à demander cette annonce et l'adresser à : **Produits NYRDAHL**, 20, rue de la Rochefoucauld, Paris. Pour recevoir franco la brochure explicative de 150 pages, toutes pharmacies.

Le gérant : VICTOR LAUVERGNE.
Imprimerie, 49, rue Cadet, Paris. — Volume